

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Foncier - Bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la crèche associative
Les Moussaillons - Volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence Majestik ilot
Vergne - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est en cours d'acquisition auprès de FDI HABITAT d'un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam-de-Craponne à Montpellier, ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence. L'acquisition de ce local est pour la Ville une opportunité de redéployer la crèche associative LES MOUSSAILLONS, notamment logée dans des locaux inadaptés et exigus eu égard à la demande de berceaux et répondre aux demandes du quartier en matière de services publics, espaces communs ou associatifs.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est proposé la signature d'un bail emphytéotique avec l'association LES MOUSSAILLONS pour une durée de dix-huit ans et un jour, portant sur les volumes 2 et 3 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE.

Le Pôle d'Evaluation Domaniale a émis un avis en date du 14 avril 2023, évaluant la redevance annuelle à 6 725 €. Cependant, compte tenu de l'intérêt général du projet et le niveau d'investissement porté par l'association pour aménager la crèche, il est proposé de passer outre cet avis du Pôle d'Evaluation Domaniale et de fixer le montant de la redevance annuelle à l'euro symbolique.

Il est néanmoins entendu que toutes charges, impôts et taxes afférents à la mise à disposition du bien seront à la charge financière de l'association, conformément à la réglementation qui attribue au preneur des droits réels.

Cette proposition de redevance s'inscrit dans une démarche active de soutien par la Ville au secteur de la Petite Enfance. En effet, la Ville de Montpellier développe une politique ambitieuse pour la petite enfance avec 1 340 places articulées autour de 28 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), 3 crèches gérées en délégation de service public, 2 services d'accueil familial et 8 Relais Petite Enfance (RPE). Elle s'emploie depuis 2021 à opérer un important rattrapage de l'offre de places (programme de création de 300 nouvelles places) et, en avril 2023, elle a adopté de nouveaux critères d'attribution des places autour de trois grandes priorités :

- Contribuer à la socialisation pour lutter contre les inégalités ;
- Agir pour favoriser l'accès à l'emploi et prioriser les carrières des femmes ;
- Prévenir les vulnérabilités auxquelles sont exposées les femmes seules avec enfants.

Par délibération en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a approuvé la feuille de route 2023-2026 pour construire le Service Montpelliérain de la Petite Enfance. Il est articulé autour des axes suivants :

- La mise en place d'une gouvernance participative ;
- La construction par étapes du Guichet Unique ;
- Le renforcement de la Qualité ;
- Le développement et la diversification de l'offre ;
- La candidature au Fonds d'innovation pour la Petite Enfance (FIPE) ;
- Un service public municipal au cœur du Service Montpelliérain de la Petite Enfance et une contractualisation renforcée avec les associations autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés.

Les crèches associatives participent activement à l'atteinte des objectifs d'accueil de la Ville de Montpellier et dans un contexte de marché immobilier tendu, la Ville souhaite s'engager auprès des crèches associatives afin de permettre l'ouverture de berceaux et la pérennisation des installations, notamment sur le patrimoine communal. En effet, depuis décembre 2022, trois crèches associatives, soit 90 berceaux ont dû fermer dont la dernière en janvier 2024.

Dans cette perspective, l'association LES MOUSSAILLONS, exerçant une activité à but non lucratif, concourt à la satisfaction de l'intérêt général, et œuvre, à travers ses actions en faveur de la petite enfance. Cette exonération de redevance est constitutive d'une subvention en nature annuelle de la valeur de l'avis de France Domaine, soit 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros). Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et de l'association LES MOUSSAILLONS.

Par ailleurs, il est proposé d'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet et à pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et l'Association LES MOUSSAILLONS portant sur l'installation d'une crèche dans un local en rez-de-chaussée d'une surface d'environ 296 m², en nature de plateau brut, représentant le volume 2 du bâtiment D de la résidence MAJESTIK ILOT VERGNE, située 42 ter rue Adam de Craponne à Montpellier ainsi que de trois places de stationnement privatif en R-2, représentant le volume 3 de la résidence, pour une durée de dix-huit ans et un jour, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique constitutive d'une subvention en nature annuelle d'un montant de 6 725 € (six mille sept cent vingt-cinq euros) ;
- De dire que l'Office Notarial de Baillargues sera chargé de la rédaction et de la réitération de l'acte ;
- De dire que tous les frais de passation et accessoires seront à la charge exclusive du preneur ;
- D'autoriser l'association LES MOUSSAILLONS, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation du projet, pénétrer et intervenir dans le local propriété de la Ville dans le cadre des travaux préparatoires à l'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail emphytéotique ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des Domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264303-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Le 14 avril 2023

Direction départementale des Finances Publiques de l'Hérault

Pôle d'évaluation domaniale
334 allée Henri II de Montmorency
34 000 Montpellier

Le Directeur départemental des Finances
publiques de l'Hérault
à

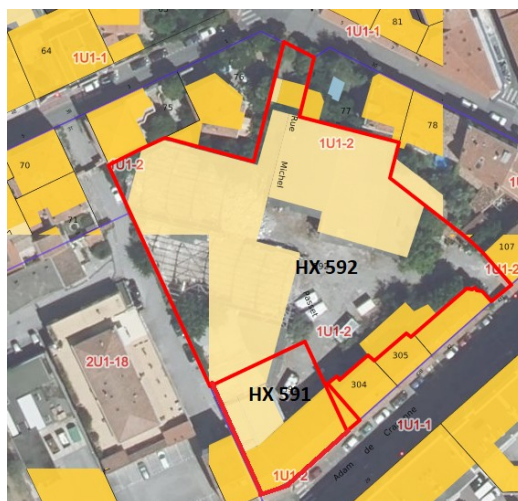
POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Angélique SEBAT
courriel : angelique.sebat@dgfip.finances.gouv.fr
téléphone : 06 19 33 22 42
Réf DS : 11850663
Réf OSE : 2023-34172-21263

Mairie de Montpellier
1 Place Georges Freche
34 267 Montpellier cedex 2

DÉTERMINATION DE LA REDEVANCE D'UN BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr/)



Nature du bien :

Ensemble immobilier

Adresse du bien :

42 rue Adam de Craponne / Montpellier

Valeur de la redevance :

voir paragraphe 9

1 - CONSULTANT

Affaire suivie par Mme Frédérique DURAND

2 - DATES

de consultation :	17/03/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	17/03/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	Détermination d'une redevance d'un bail emphytéotique administratif

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

La Ville de Montpellier est en cours d'acquisition d'un local brut de 196 m² avec une terrasse de 62 m² dans la résidence construite par FDI dans l'opération Îlot Vergne, bâtiment D, en RDC. Le coût de l'acquisition est de 391 000 € HT et hors frais de notaire. Il est prévu la passation d'un bail emphytéotique avec la crèche association Les Moussaillons pour une durée de 18 ans. L'association a en charge la réalisation des travaux d'aménagement de la crèche, budgétés à 369 371 €.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Située sur l'arc méditerranéen, entre Barcelone et Marseille, Montpellier est un territoire irrigué par des infrastructures efficaces (autoroutes A9 et A75, aéroport international, port du littoral, un des plus grands réseaux de tramway de France...).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

néant

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (m²)
Montpellier	HX 591	42 rue Adam de Craponne	659 m²
	HX 592		3 765 m²
Total			4 424 m²

4.4. Descriptif

Cet ensemble immobilier qui sera livré à l'été 2023 par FDI Habitat, est situé sur l'ancien site artisanal de la menuiserie Vergne. La commercialisation de ce local brut n'ayant pas abouti, FDI Habitat a sollicité la Ville de Montpellier afin de lui en proposer l'acquisition.

Cette proposition constitue une opportunité étant donné les demandes du quartier en matière de services publics, espaces communs ou associatifs.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Bailleur : Ville de Montpellier (en cours d'acquisition)

Preneur : Crèche les Moussaillons

5.2. Conditions d'occupation

Libre

6 - URBANISME

Zone 1U1-2 du PLU en vigueur : La zone 1U1 est une zone de bâti dense et continu où l'habitat et l'activité se côtoient. Dans l'ensemble, les secteurs de cette zone présentent chacun une forte identité architecturale et urbaine, un cadre de vie à préserver et à conforter.

Des secteurs divisent, en outre, la zone afin de prendre en compte des variations concernant notamment les règles d'implantation des bâtiments, de hauteur maximale et d'aspect extérieur, en fonction des caractéristiques de chacun des quartiers.

secteur 1U1-2 : ensemble des grands îlots situés dans les faubourgs de la première couronne d'urbanisation autour du centre historique (hauteur limitée en cœur d'îlot, règles architecturales précises).

7 - MÉTHODE (S) D'ÉVALUATION MISE (S) EN ŒUVRE

Méthode de l'apport net

Le montant des apports respectifs du bailleur et du preneur à la date de conclusion du bail doivent être déterminés. L'éventuel écart positif constaté entre ces deux apports est dénommé apport net du bailleur. L'apport net du bailleur est égal à la différence entre la valeur d'apport de l'immeuble donné a bail (terrain, bâtiment, droits à construire portant sur des volumes) et la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions édifiées ou des aménagements réalisés par le preneur en cours de bail.

8 - MÉTHODE DE L'APPORT NET

Un bail emphytéotique (classique ou administratif) concerne la location de biens immobiliers de très longue période comprise entre 18 et 99 ans, qui donne au preneur un droit réel sur le bien concerné par le bail. Comme le preneur s'engage sur une très longue durée, il peut entreprendre des travaux ou une construction pour améliorer ce bien et en profiter. Les améliorations profiteront au propriétaire sans que celui-ci ait à dédommager le locataire au terme du contrat.

Le bien est en cours d'acquisition par la commune de Montpellier. Le bien sera acquis au prix de 391 000 € (conformément à l'avis domanial OSE 2021-34172-38919 / DS 4 497 587 du 11 juin 2021).

Le preneur (La crèche des Moussaillons) va engager des travaux d'aménagement pour un montant de 369 371 €.

C'est la différence entre la valeur d'un bien « brut » (non aménagé) et la valeur d'un bien aménagé qui constitue pour ce dossier l'apport du preneur.

Formulation abrégée de la méthode

L'apport net du bailleur est égal à la différence entre la valeur d'apport de l'immeuble donné a bail et la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions édifiées ou des aménagements réalisés par le preneur en cours de bail.

La redevance [R] résulte de la formule suivante : $R = (V - S) \times t$

> [V] étant la valeur vénale du bien donné à bail, à la date de conclusion du contrat ;

> [S] la valeur actuelle de la valeur en fin de bail de l'apport du preneur, soit la somme à placer à la conclusion du bail pour obtenir, en fin de bail, une somme égale a la valeur vénale a cette date des constructions ou **rénovations** effectuées par le preneur ;

> [V - S] l'apport net du bailleur ;

> [t] taux permettant le calcul d'une redevance annuelle. Traditionnellement basé sur un taux de rendement locatif du terrain, à défaut de termes de comparaison de taux issus des valeurs locatives de terrains comparables, le taux peut être un taux financier établi à partir du taux des placements sans risques à long terme.

Construction du taux d'actualisation permettant le calcul d'une redevance annuelle : taux sans risque (taux de marché OAT) (1) + prime de secteur immobilier (2) + prime de risque liée à l'immeuble (3).

1) Taux sans risque :

Au 12 avril 2023, taux indicatifs des bons du Trésor et OAT

	06/04/2023	07/04/2023	10/04/2023	11/04/2023	12/04/2023
1 mois	2,7110	-	-	2,6770	2,6940
3 mois	2,8280	-	-	2,9290	2,9610
6 mois	3,0160	-	-	3,0730	3,0880
9 mois	3,0900	-	-	3,1410	3,2170
1 an	3,1270	-	-	3,2480	3,2800
2 ans	2,6396	-	-	2,7841	2,8860
5 ans	2,5122	-	-	2,6415	2,7240
10 ans	2,7100	-	-	2,8250	2,8850
30 ans	3,1270	-	-	3,2160	3,2590

Au cas particulier, le BEA est établi pour 18 ans il est arbitrairement décidé de retenir un taux compris entre 10 ans (2,88 %) et 30 ans (3,25 %), soit **3 %**.

2) La prime de risque dite « de secteur immobilier » ou « d'illiquidité » :

Elle sanctionne le risque pris en ne procédant pas immédiatement à la vente du bien mais en spéculant sur le marché immobilier futur ; on qualifie également cette prime de « prime d'illiquidité » par référence aux possibilités de cession (ou de liquidité) d'un bien investi :

– ainsi, un immeuble est plus difficile à céder que d'autres investissements, comme les placements financiers,

– en outre, un immeuble faisant l'objet d'un bail emphytéotique est immobilisé sur une longue période et son rendement est en général assez faible tout au long du bail : il est donc plus difficile à céder qu'un immeuble libre ou faisant l'objet de baux à plus court terme.

Elle est comprise entre 0,20 % pour les marchés actifs à 0,5 % pour les marchés les moins actifs.

Choix d'un taux moyen : 0,30 %

3) La prime de risque « immeuble » qui tient compte de l'état et de la situation de l'immeuble :

Paramètres: appréciation de la valeur en fin de bail, défaillance du preneur, appréciation qualitative, technique, physique de l'immeuble...

Le choix de la prime de risque est délicat. La fourchette de prime retenue par les opérateurs peut varier de 0,20 à 3,5 % voire plus. En pratique, le niveau retenu sera fonction de l'appréciation du risque lié à la valorisation future des constructions réalisées et au risque de défaillance du preneur.

Le risque est minimum, puisque le preneur va contribuer à l'entretien et à la valorisation d'un immeuble qui jusqu'à lors n'avait pas trouvé d'usage.

Prime de risque : 0,20 %

Taux d'actualisation est égal à : 3 % + 0,30 % + 0,20 % = **3,5 %**

9 - DÉTERMINATION DE LA REDEVANCE

Rappel : redevance annuelle = $[VI - VCI / (1+a)^n] \times t$

Valeur de l'immeuble apporté (VI)	€ 391 000	valeur d'acquisition de l'immeuble par la Commune de Montpellier
Coût de l'investissement (VCI)	€ 369 371	montant des travaux effectués par le preneur
Durée du bail ou de l'AOT (n)	18	
taux d'actualisation (a)	3,5	déterminé à partir des taux d'intérêt à long terme
Valeur actuelle de l'investissement à l'expiration du bail	€ 198 855	Investissement $/(1+(\text{taux d'actualisation}))^{\text{durée du bail}}$
1 - 2	€ 192 145	valeur du terrain - valeur actuelle de l'investissement à l'expiration du bail
Valeur de l'apport net	€ 192 145	
Taux de rendement attendu (t)	3,50	déterminé à partir des taux des obligations assimilables du Trésor indexées (OAT)
Redevance	€ 6 725	apport net x taux de rendement
Taux de capitalisation	1,72%	
Capitalisation de la redevance	€ 88 702	
Redevance capitalisée	€ 88 702	si redevance capitalisée > à la valeur de l'apport net ==> ramenée à l'apport net

La redevance annuelle est égale à 6 725 €.

La redevance capitalisée est égale à 88 702 €, si le paiement est effectué au début du bail et en une seule fois.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le directeur départemental des Finances publiques de l'Hérault et par délégation,

Angélique SEBAT

Inspectrice des Finances Publiques



**BAIL EMPHYTÉOTIQUE
VILLE DE MONTPELLIER / ASSOC. LES MOUSSAILLONS
LOCAL BRUT
VOL 2 ET 3 RESIDENCE MAJESTIK - BÂT D - ILOT VERGNE**

**42 TER RUE ADAM DE CRAPONNE
MONTPELLIER**



**PÔLE STRATÉGIE FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE - FD
MARS 2024**



BAIL EMPHYTÉOTIQUE VILLE / ASSOCIATION LES MOUSSAILLONS – RESIDENCE MAJESTIK - ILOT VERGNE

- Acquisition en cours par la Ville d'un local brut en RDC de 296 m² (vol 2) et 3 places de stationnement en R-2 (vol 3) du bâtiment D de la Résidence MAJESTIK - ILOT VERGNE - 42 ter Rue Adam de Craponne à Montpellier
- Bail emphytéotique avec l'association LES MOUSSAILLONS pour l'aménagement d'une crèche
- Déménagement de la crèche installée Résidence la Guirlande

Durée du bail : 18 ans

Redevance : 1 euro symbolique

- Investissement de la crèche pour aménager le local
- Engagement et accompagnement par la Ville : démarche de soutien actif au secteur Petite Enfance

DCM 26 mars 2024

